

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

4 MAI 1994

PROPOSITION DE LOI

**supprimant le terme
« débauche » du Code pénal**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. DE CLERCK

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 3 novembre 1993 et 27 avril 1994.

Les réunions publiques de commission et les rapports nominatifs ont été généralisés par les modifica-

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ylieff.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. De Clerck, Desmet,
Mme Merckx-Van Goey,
MM. Vandeuren, Van
Parys.
P.S. MM. Mayeur, Minet, Mou-
reaux, Ylieff.
V.L.D. MM. Berben, Coveliers, De-
wael, Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.R.L. M. Duquesne, Mme Sten-
gers.
P.S.C. M. Beaufays, Mme de T'Ser-
claes.
Ecolo/ Agalev M. Simons, Mme Vogels.
Vl. M. Dillen.
Blok

B. — Suppléants :

M. Breyne, Mme Leysen, M. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mme Burgeon (C.), MM. Canon,
Eerdeken, Poty, Walry.
MM. Chevalier, De Groot, Kemp-
naire, Platteau, Versnick.
MM. De Mol, Logist, Peeters (J.),
Van der Sande.
MM. De Decker, Reynders, Simonet.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Hol-
logne, Poncelet.
Mme Aelvoet, MM. Brisart, Dallons.
MM. Annemans, Van Overmeire.

Voir :

- 246 - 91 / 92 (S.E.) :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Simons et de Mme Vogels.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

4 MEI 1994

WETSVOORSTEL

**tot schrapping van de term
« ontucht » uit het Strafwetboek**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE CLERCK

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 3 november 1993 en 27 april 1994.

De reglementswijzigingen dd. 27 oktober 1993, die op 1 december 1993 in werking zijn getreden, hebben

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Ylieff.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. De Clerck, Desmet,
Mevr. Merckx-Van Goey,
HH. Vandeuren, Van
Parys.
P.S. HH. Mayeur, Minet, Mou-
reaux, Ylieff.
V.L.D. HH. Berben, Coveliers, De-
wael, Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.R.L. H. Duquesne, Mevr. Sten-
gers.
P.S.C. H. Beaufays, Mevr. de T'Ser-
claes.
Ecolo/ Agalev H. Simons, Mevr. Vogels.
Vl. Mevr. Dillen.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

H. Breyne, Mevr. Leysen, H. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Canon,
Eerdeken, Poty, Walry.
HH. Chevalier, De Groot, Kemp-
naire, Platteau, Versnick.
HH. De Mol, Logist, Peeters (J.),
Van der Sande.
HH. De Decker, Reynders, Simonet.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Hol-
logne, Poncelet.
Mevr. Aelvoet, HH. Brisart, Dallons.
HH. Annemans, Van Overmeire.

Zie :

- 246 - 91 / 92 (B.Z.) :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Simons en Mevr. Vogels.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

tions du Règlement du 27 octobre 1993, devenues effectives le 1^{er} décembre suivant.

Le présent rapport n'est toutefois pas nominatif, étant donné que l'examen de la proposition a été entamé début novembre et qu'il s'est donc déroulé partiellement à huis clos.

I. — INTRODUCTION PAR L'UN DES AUTEURS

A plusieurs reprises, le législateur a utilisé le terme « débauche » en association avec celui de « prostitution ». C'est ainsi que l'on retrouve l'expression « débauche ou prostitution » aux articles 379 à 380^{quater} du Code pénal.

Selon M. Vincineau, dans son ouvrage « La débauche en droit et le droit à la débauche », ces termes « débauche ou prostitution » sont synonymes pour le législateur.

Malgré ce caractère, la Cour de cassation a donné à la notion de « débauche » un sens particulier en la définissant comme un acte de lubricité et d'immoralité étranger à la prostitution.

Cette interprétation par la Cour de cassation de la notion de débauche a donné lieu à des poursuites en matière d'homosexualité.

La présente proposition vise à laisser punissable tout ce qui touche à la prostitution mais à supprimer le mot « débauche » afin de signifier que l'interprétation donnée par le gouvernement des juges ne correspond pas à la volonté du législateur de l'époque.

La présente proposition tend en conséquence à protéger la liberté individuelle de chacun de choisir sa propre sexualité étant donné que les poursuites engagées contre des homosexuels l'ont été sur base de la notion de débauche.

En conclusion, il s'agit d'harmoniser l'égalité entre les choix sexuels des uns et des autres.

II. — EXPOSE DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE

Le ministre de la Justice rappelle que toutes les dispositions législatives qui auraient pu introduire une distinction entre homosexuels et hétérosexuels ont disparu. La présence du mot « débauche » n'a nullement pour objet le maintien d'une répression spécifique des homosexuels. La suppression de ce mot n'entraînerait pas en elle-même la suppression de toute discrimination à l'égard des homosexuels. Comme M. Vincineau, la proposition part d'une fausse prémisse, à savoir le caractère synonyme des termes débauche et prostitution.

de l'openbaarheid van de commissievergaderingen en de nominatieve verslagen tot regel gemaakt.

Aangezien de bespreking van onderhavig wetsvoorstel begin november werd aangevat en dus nog deels met gesloten deuren plaatsvond, is onderhavig verslag niet nominatief.

I. — INLEIDING DOOR EEN VAN DE INDIENERS

Bij herhaling heeft de wetgever de term « ontucht » in samenhang met de term « prostitutie » gebruikt. Zo komt in de artikelen 379 tot 380^{quater} van het Strafwetboek de uitdrukking « ontucht (...) of prostitutie » voor.

In zijn publikatie « La débauche en droit et le droit à la débauche » wijst de heer Vincineau erop dat de termen « ontucht » en « prostitutie » voor de wetgever synoniem zijn.

Niettemin heeft het Hof van Cassatie het begrip « ontucht » een bijzondere betekenis gegeven door het te omschrijven als « liederlijke en onzedelijke handelingen die met prostitutie niets te maken hebben ».

Deze interpretatie van het begrip « ontucht » door het Hof van Cassatie heeft aanleiding gegeven tot vervolgingen wegens homoseksueel gedrag.

Het onderhavige wetsvoorstel strekt ertoe om zoals in het verleden alle daden van prostitutie strafbaar te stellen, doch het woord « ontucht » te schrappen om duidelijk te maken dat de door « le gouvernement des juges » gegeven interpretatie niet strookt met de bedoeling van de toenmalige wetgever.

Uitgaande van de vaststelling dat homoseksuelen in het verleden wegens « ontucht » zijn vervolgd, heeft dit voorstel dan ook tot doel de vrije keuze van ieder individu voor zijn eigen beleving van de sexualiteit te beschermen.

Tot besluit ligt het in de bedoeling de gelijke behandeling van personen met een verschillende seksuele geaardheid te bevorderen.

II. — UITEENZETTING DOOR DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE

De minister van Justitie wijst erop dat alle wetsbepalingen die eventueel een onderscheid tussen homoseksuelen en heteroseksuelen hadden kunnen maken, ondertussen zijn opgeheven. Het woord « ontucht » heeft helemaal niet tot doel specifiek tegen homoseksuelen te kunnen blijven optreden. Het schrappen van dat woord zou op zich niet tot gevolg hebben dat van enige discriminatie ten aanzien van homoseksuelen geen sprake meer is. Net als de heer Vincineau gaan de indianers uit van het verkeerde uitgangspunt dat ontucht en prostitutie synoniem zijn.

Le mot « débauche » est assurément un mot à contenu variable appelé à évoluer selon les époques. A ce titre, il peut être comparé aux termes « bonnes mœurs ». En tout cas, on ne peut affirmer qu'il est synonyme de prostitution. La proposition, selon ses termes mêmes, vise « à faire supprimer le mot « débauche » des articles 379 et suivants du Code pénal, afin de faire prévaloir l'intention initiale du législateur (de considérer le terme « débauche » comme un synonyme de « prostitution »)

Parmi divers éléments, dont l'existence de deux termes distincts, le ministre signale qu'ainsi qu'il ressort de pièces administratives, le terme « débauche » a toujours eu un sens spécifique. La note du département de la Justice du 30 mars 1935 sur la proposition de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution précise expressément ce qui suit : « *Il y a cependant lieu d'examiner si le fait prévu par le 1° de l'article 380bis proposé doit être réprimé, non seulement lorsqu'il a lieu en vue de la prostitution mais aussi lorsque l'embauchage, l'entraînement ou le détournement se fait « en vue de la débauche » comme le dit le texte proposé par M. De Winde. Les mots en « vue de la débauche » se trouvent déjà dans notre article 380bis actuel, ainsi que dans l'article 334 français. Or, la débauche visée par ces dispositions n'est pas seulement la prostitution, mais aussi tout acte de lubricité ou d'immoralité. (Garraud, tome V, page 546 et Garçon sous l'article 334 français, n° 133). Quant à la prostitution elle-même, elle doit, d'après certains, s'entendre du vice salarié, de la débauche qui se paie ... »*

Cette note de l'administration a été reprise comme motivation des amendements du gouvernement (cf. Pasinomie, « Notes explicatives du gouvernement » du 21 août 1948, p. 564).

Le ministre rappelle également que la législation belge émane en grande partie des conventions internationales. Or, celles-ci utilisaient essentiellement le terme « débauche ». Ce terme a été supprimé à l'occasion de la Convention de New York de 1949, parce qu'il fallait, pour cette convention qui se présentait comme un défi, s'entendre sur le plus grand dénominateur commun entre les différents Etats-membres des Nations-Unies qui n'étaient pas prêts à interdire la traite des majeures « consentantes ». Les travaux préparatoires font d'ailleurs mention d'une distinction entre « débauche » et « prostitution ». Cette convention ne faisait en outre nullement obstacle à ce que la législation belge incrimine en plus la débauche.

Cela étant, de moins en moins de comportements sont considérés comme constitutifs de débauche, compte tenu de l'évolution des mentalités. Néan-

Het woord « ontucht » doelt op een begrip waarvan de inhoud met de tijd evolueert, net als bijvoorbeeld het begrip « goede zeden ». Het kan hoe dan ook niet als een synoniem van prostitutie worden beschouwd. Luidens de toelichting strekt het voorstel er toe de term « ontucht » uit de artikelen 379 en volgende van het Strafwetboek te schrappen, teneinde aldus de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever (ontucht synoniem van prostitutie) recht te doen.

Uit een aantal factoren, waaronder het bestaan van twee verschillende termen, blijkt dat het woord « ontucht » altijd al een specifieke betekenis heeft gehad. Dat komt onder meer naar voren uit administratieve stukken zoals de nota van het ministerie van Justitie van 30 maart 1935 over het wetsvoorstel « tot afschaffing van de officiële reglementering der prostitutie ». Die nota vermeldt immers uitdrukkelijk dat « *moet worden nagegaan of het feit waarvan sprake is in het 1° van het voorgestelde artikel 380bis niet alleen moet worden bestraft als de betrokkene wordt verronseld, verleid of ontvoerd om zich over te geven aan prostitutie, maar ook als dat gebeurt om zich over te geven aan ontucht, zoals bepaald in de tekst van de heer De Winde. De woorden « met het oog op het plegen van ontucht » komen al voor in het thans van kracht zijnde artikel 380bis van het Belgische Strafwetboek, alsmede in artikel 334 van het Franse Strafwetboek. Ze slaan niet alleen op prostitutie, maar op alle liederlijke en onzedelijke handelingen (Garraud, boekdeel V, blz. 546 en Garçon, onder artikel 334 van het Franse Strafwetboek, n° 133). Met « prostitutie » wordt volgens sommigen de betaalde ontucht bedoeld. »*

Die nota van de administratie werd als verantwoording gebruikt voor de amendementen van de toenmalige regering (cf. Pasinomie, « Notes explicatives du gouvernement » van 21 augustus 1948, blz. 564).

De minister brengt tevens in herinnering dat de Belgische wetgeving ter zake in ruime mate steunt op internationale overeenkomsten. In die overeenkomsten werd meestal het begrip « ontucht » gebruikt. Die term werd in de Conventie van New York van 1949 geschrapt omdat in die conventie, die een ware uitdaging bleek, een compromis moest worden gevonden met de verschillende Lid-Statens van de Verenigde Naties die niet bereid waren de handel in meerderjarige vrouwen te verbieden als dat met instemming van de betrokkenen gebeurde. Tijdens de parlementaire voorbereiding werd trouwens een onderscheid gemaakt tussen « ontucht » en « prostitutie ». Bovendien stond de conventie niet in de weg dat de Belgische wetgeving ook ontucht strafbaar stelde.

Ondertussen worden als gevolg van de gewijzigde mentaliteit steeds minder handelingen beschouwd als handelingen die onder het begrip « ontucht » val-

moins, le concept de débauche permet de poursuivre spécifiquement certains faits particuliers :

— cas de l'établissement (exemple maison de rendez-vous) dans lequel se trouve un mineur d'âge avec un adulte ou des mineurs entre-eux;

— cas de nombreux bars où les relations sexuelles sont en principe proscrites mais où les privautés constitutives d'actes de débauche sont néanmoins acceptées. La Cour de cassation a déjà considéré que la rémunération de ces privautés est assimilée à de la débauche de sorte que celui qui en tire profit, a été condamné comme souteneur (Cass. le 3 janvier 1962, J.T., 1962, p. 206).

Si le terme débauche est supprimé, la voie sera ouverte aux maisons de rendez-vous et autres établissements de ce type pour accepter la fréquentation de ces lieux par des mineurs de 16 ans. Déjà que, la personne adulte entretenant des rapports sexuels avec ses jeunes amant(e)s de 16 ans ou 17 ans en échange d'argent et de cadeaux n'est pas sanctionnable mais ici, pour autant qu'il n'y ait pas de rétribution en argent du rapport sexuel, le tenancier d'un établissement qui favoriserait ces rencontres ne pourrait plus être poursuivi. L'organisation commerciale de ces pratiques est particulièrement à craindre.

En ce qui concerne la débauche entre adultes, si l'on accepte de mettre en parallèle la jurisprudence en matière de mœurs et la notion de débauche, on remarque que les principales valeurs dans le domaine des mœurs sont également protégées par d'autres lois. Ainsi, la pornographie pédophile est interdite. Les pratiques pédophiles le sont aussi jusque 16 ans. La pornographie sado-masochiste « poussée » est interdite. La législation pénale protège contre les coups et blessures. Il reste la pornographie du type zoophilie qui est également interdite. Qu'en serait-il dans le cas présent ? N'y-a-t-il pas des pratiques qui en soi seraient condamnables même si consenties par la personne qui s'y livre ? Si le mot débauche est supprimé, on pourra semble-t-il créer des lieux où des adultes consentants participeraient dans un life show à des rapports sexuels, notamment avec des animaux.

Il faut donc qu'une distinction soit clairement opérée entre débauche et prostitution. Le maintien du concept « débauche » n'a en aucune manière pour objet une discrimination entre hétérosexuels et homosexuels.

Sur le plan juridique, le terme débauche est utilisé par différentes législations. Il convient dès lors d'également s'y référer pour voir les conséquences qu'entraînerait la suppression du terme « débauche » du Code pénal.

En conclusion, le ministre est d'avis que la proposition de M. Simons et de Mme Vogels n'est pas adaptée aux objectifs qu'ils poursuivent. En outre, l'adoption de cette proposition mettrait en péril l'exercice

len. Toch zorgt het behoud van dat begrip ervoor dat in een aantal welbepaalde gevallen nog altijd vervolging kan worden ingesteld :

— de gelegenheden (een rendez-voushuis bijvoorbeeld) waarin minderjarigen in het gezelschap van volwassenen of minderjarigen onder elkaar vertoeven;

— de talrijke bars waar geslachtsverkeer als dusdanig weliswaar verboden is, maar de vrijpostigheden waaruit ontucht bestaat, wel worden geduld. Het Hof van Cassatie heeft de vergoeding die voor dergelijke vrijpostigheden wordt betaald, gelijkgesteld met ontucht zodat degene die er profijt uit haalt, als pooier werd veroordeeld (Cass. 3 januari 1962, RW, 1962, blz. 694).

Als het woord « ontucht » wordt geschrapt, wordt voor bordelen en andere gelijkaardige gelegenheden het pad geëffend om minderjarigen van 16 jaar toe te laten. Nu al kan de volwassene die in ruil voor geld of geschenken seksuele betrekkingen heeft met die jonge « minnaars of minnaressen » van 16 of 17 jaar niet worden gestraft, maar dan zou ook de exploitant van een gelegenheid die dergelijke ontmoetingen tussen voornoemde personen in de hand werkt, ook niet meer kunnen worden vervolgd als geen sprake is van seksueel verkeer tegen betaling. Vooral de commerciële organisatie van dergelijke praktijken valt te vrezen.

Als men inzake ontucht onder volwassenen aanvaardt dat de rechtspraak de goede zeden en het begrip « ontucht » in dezelfde context behandelt, springt het in het oog dat de belangrijkste zedelijke waarden ook nog door andere wetten worden beschermd. Zo is kinderpornografie verboden. Pedofilie is tot de leeftijd van 16 jaar verboden. Er geldt een verbod op « harde » sado-masochistische pornografie. De strafwet beschermt immers tegen slagen en verwondingen. Ook pornografie met dieren mag niet. Wat zou in dit geval met die verbodsbepalingen gebeuren ? Moeten bepaalde praktijken niet als dusdanig worden veroordeeld, al hebben de betrokkenen hun toestemming gegeven ? Als het woord ontucht wordt geschrapt, zullen waarschijnlijk gelegenheden kunnen worden geopend waar volwassenen die daarmee instemmen, deelnemen aan een live-show waarin bestialiteit ten tonele wordt gebracht.

Er moet dus duidelijk onderscheid worden gemaakt tussen ontucht en prostitutie. Het behoud van het begrip « ontucht » heeft niet tot doel een onderscheid te maken tussen hetero- en homoseksuelen.

Louter juridisch gezien is ontucht een begrip dat in tal van wetten voorkomt. Als het begrip uit het Strafwetboek wordt gelicht, zal dat dus ook voor die wetten bepaalde gevolgen hebben.

Bij wijze van conclusie meent de minister dat het voorstel van de heer Simons en mevrouw Vogels niet strookt met de doelstellingen die zij nastreven. Bovendien zou de goedkeuring van dit voorstel de moge-

de poursuites pour des faits qui rendent des poursuites opportunes.

III. — DISCUSSION

A la lumière des travaux de la commission d'enquête sur la traite des êtres humains (Doc. n^{os} 673/7 et 8), *un membre* fait remarquer que la notion de « débauche » est utilisée lorsqu'il y a moyen de poursuivre dans ce domaine. Tant qu'aucun autre texte n'existe pour protéger les femmes étrangères et les enfants, il est d'avis qu'il serait dangereux de retirer la notion de « débauche » de notre arsenal juridique.

Le rapporteur a le sentiment que la présente proposition raisonne principalement à partir de la problématique de l'homosexualité.

L'examen des arrêts de la Cour de cassation montre que la notion de débauche ne correspond pas avec celle de prostitution, qu'elle a un champ d'application plus large et qu'il appartient au juge en toute souveraineté de l'apprécier en fonction des circonstances qui peuvent évoluer.

En définitive, la présente proposition se base sur un mauvais usage par la jurisprudence de la notion de débauche en cas d'homosexualité. Il estime que la suppression de la notion sur laquelle s'est fondée cette jurisprudence que les auteurs ne partagent pas, constitue une mauvaise réaction.

Dès lors, sauf si d'autres arguments peuvent être invoqués, il n'estime pas opportun de supprimer le terme débauche vu qu'il peut être utilisé dans d'autres circonstances comme l'a évoqué l'orateur précédent.

L'un des auteurs rappelle que la proposition était liée à une certaine actualité. Il comprend, suite à la réponse du ministre, que la proposition peut avoir des conséquences plus larges que celles qu'elle voulait atteindre.

Il rappelle néanmoins que pour lui, il ne peut y avoir de distinction, par le recours à la notion de débauche, entre homosexualité et hétérosexualité.

Un membre est d'avis que la réflexion doit être poursuivie dans ce domaine. Le ministre a souligné que le terme débauche était extrêmement imprécis. En conséquence, les cours et tribunaux ont donné une définition souvent raisonnable tenant compte de l'évolution des mœurs. Pour sa part, il considère qu'il ne devrait y avoir d'incrimination pénale que lorsqu'on assiste à un trouble social. Sans doute, les textes actuels hérités d'une tradition ancienne ne sont peut-être plus adéquats. Le problème abordé par la proposition est réel mais il en existe d'autres. Dès lors, la suppression du terme « débauche » placerait les cours et tribunaux devant des situations difficiles pour exercer une répression actuellement nécessaire.

lijkheid tot vervolging op de helling plaatsen voor feiten waar zulks wel degelijk gewent is.

III. — BESPREKING

Gelet op de werkzaamheden van de onderzoekscommissie over de mensenhandel (Stukken n^o 673/7 en 8) brengt *een lid* onder de aandacht dat het begrip « ontucht » wordt gehanteerd wanneer er mogelijkheid tot vervolging terzake bestaat. Hij is van oordeel dat zolang er geen andere wettekst voorhanden is die kinderen en buitenlandse vrouwen beschermt, het onvoorzichtig zou zijn om het begrip « ontucht » uit ons wettenarsenaal te weren.

De rapporteur is de mening toegedaan dat dit wetsvoorstel vooral is opgebouwd rond de problematiek van de homosexualiteit.

De studie van de door het Hof van Cassatie gewezen arresten leert dat het begrip « ontucht » niet gelijkstaat met het begrip « prostitutie », dat het een ruimere draagwijdte heeft en dat het aan de rechter staat om dit begrip op soevereine wijze te beoordelen naar gelang van de omstandigheden, die zelf kunnen evolueren.

Uiteindelijk steunt dit wetsvoorstel op een verkeerd gebruik van het begrip « ontucht » door de rechtspraak in geval van homosexualiteit. Uw rapporteur is van oordeel dat de indieners van het voorstel, die de bovengenoemde rechtspraak niet genegen zijn, zich vergissen wanneer zij daarop reageren door de schrapping voor te stellen van het begrip waarop deze rechtspraak stoelt.

Tenzij er andere argumenten voorhanden zijn, is het zijns inziens niet raadzaam de term « ontucht » te schrappen, aangezien die zoals de vorige spreker al heeft aangestipt, ook in andere gevallen kan worden toegepast.

Een van de indieners brengt in herinnering dat het voorstel ingegeven is door bepaalde actuele gebeurtenissen. Na het antwoord van de minister gehoord te hebben, is het hem duidelijk dat de gevolgen van het voorstel verder kunnen reiken dan bedoeld was.

Zijns inziens mag er niettemin, door het hanteren van het begrip ontucht, geen onderscheid worden gemaakt tussen homo- en heteroseksualiteit.

Een lid vindt dat men toch dieper op dat aspect moet ingaan. De minister heeft onderstreept dat het begrip ontucht erg vaag is. Daarom hebben de hoven en rechtbanken een vaak redelijke definitie gehanteerd, die rekening houdt met de zich wijzigende zedelijke opvattingen. Volgens hem is strafvervolging slechts aangewezen in geval van verstoring van de sociale orde. De bestaande teksten, die uit een verleden dateren, zijn wellicht niet meer aangepast aan onze tijd. Het voorstel snijdt een reëel probleem aan, maar daarnaast blijven nog andere knelpunten over. Door de schrapping van het woord « ontucht » zouden de hoven en rechtbanken bij de toepassing van een nog steeds noodzakelijke beteugeling bijgevolg met moeilijke situaties worden geconfronteerd.

L'un des auteurs estime également que la débauche doit avoir une logique qui est de perturber l'ordre social mais pas l'ordre moral.

Il demande par ailleurs que le ministre confirme ces deux affirmations :

1. aucune différence ne peut-être faite dans l'utilisation de la notion de débauche en cas de relations homosexuelles ou hétérosexuelles;
2. le terme débauche ne vise qu'une perturbation de l'ordre social.

Le ministre considère qu'une analyse approfondie doit être faite prenant en compte l'ensemble des éléments. Des problèmes se posent en termes de trouble de l'ordre social mais aussi de l'ordre moral notamment vis-à-vis des mineurs.

L'orateur précédent marque son accord pour qu'en présence de mineurs, l'ordre moral soit retenu. Cependant, vis-à-vis d'adultes consentants, seul l'ordre social doit être mis en cause. Il demande que le ministre formule une réponse précise aux deux affirmations qu'il a formulées.

Le ministre confirme qu'un important critère est le trouble de l'ordre social mais que ce n'est pas nécessairement le seul. Des considérations tenant à la protection de la jeunesse et à la dignité de la personne humaine doivent aussi pouvoir entrer en ligne de compte. L'exemple de la zoophilie est à cet égard convaincant. Il convient également de prendre en considération les impératifs de la lutte contre la traite des êtres humains.

Le rapporteur s'oppose à ce que le trouble social devienne le seul critère qui puisse être retenu par le juge.

Pour *le ministre*, le mot débauche ne peut être utilisé pour établir une discrimination entre une pratique sexuelle et une autre. Il peut y avoir de la débauche dans une relation hétérosexuelle qui ne soit pas de la prostitution.

Un membre estime qu'il faut aller plus loin. Il considère qu'il existe des conceptions morales minoritaires à l'égard desquelles la majorité peut porter des jugements sévères mais qui ne justifient une incrimination pénale que dès lors qu'elles entraînent un trouble social. Devant l'évolution des mœurs, différentes appréciations peuvent se dessiner.

*
* *

Suite au dépôt de la proposition de loi de répression de la traite des êtres humains par M. Vande Lanotte et consorts (Doc. n° 1381/1-93/94), *un des auteurs* demande si le terme « débauche » ne pourrait néanmoins pas être supprimé ?

Un des auteurs de la proposition de loi de répression de la traite des êtres humains précise que la proposition ne prévoit aucune modification en ce qui

Ook *een van de indieners* stelt dat het begrip ontucht volgens een bepaalde logica moet worden gehanteerd, met name de verstoring van de sociale orde, niet van de zedelijke orde.

Voorts wil hij volgende twee standpunten door de minister bevestigd zien :

1. bij het hanteren van het begrip ontucht mag geen onderscheid worden gemaakt tussen homoseksuele en heteroseksuele betrekkingen;
2. het begrip ontucht heeft alleen betrekking op een verstoring van de sociale orde.

Volgens *de minister* is een grondige analyse nodig die alle aspecten van het vraagstuk bestrijkt. Er rijzen moeilijkheden inzake de verstoring van de sociale orde, maar ook van de zedelijke orde, met name ten opzichte van minderjarigen.

De vorige spreker stemt ermee in om ten aanzien van minderjarigen rekening te houden met de zedelijke orde. Ten aanzien van volwassenen die ter zake hun instemming betuigen, mag evenwel alleen de sociale orde in het geding zijn. Hij vraagt van de minister een precies antwoord op zijn beide voornoemde standpunten.

De minister bevestigt dat de verstoring van de sociale orde een belangrijk maar niet noodzakelijk het enige criterium is. Ook met overwegingen in verband met de jeugdbescherming en de waardigheid van de menselijke persoon moet rekening kunnen worden gehouden. Bestialiteit is daar een overtuigend voorbeeld van. Voorts mogen ook de eisen in verband met de bestrijding van de mensenhandel niet uit het oog worden verloren.

De rapporteur kant zich tegen de bewering dat de verstoring van de sociale orde het enige criterium zou zijn dat de rechter in aanmerking mag nemen.

De minister wijst er op dat het begrip ontucht niet mag dienen om de ene seksuele praktijk ten opzichte van de andere te discrimineren. In een heteroseksuele relatie kan ontucht worden gepleegd, zonder dat het om prostitutie gaat.

Een lid vindt dat men nog een stap verder moet zetten. Volgens hem hanteert een minderheid een morele code die door de meerderheid streng wordt beoordeeld, maar dat rechtvaardigt nog geen strafvervolgning, tenzij er een verstoring van de sociale orde in het geding is. Gelet op de ontwikkeling in de zedelijke opvattingen kunnen uiteenlopende zienswijzen ontstaan.

*
* *

Naar aanleiding van de indiening door de heer Vande Lanotte c.s. van het wetsvoorstel tot bestrijding van de mensenhandel (Stuk n° 1381/1-93/94) vraagt *een van de indieners* of het begrip « ontucht » niet alsnog uit het Strafwetboek zou kunnen worden geschrapt.

Een van de indieners van het wetsvoorstel tot bestrijding van de mensenhandel merkt op dat het voorstel ter zake van het begrip « ontucht » niet in

concerne la notion de « débauche ». Les membres de la commission d'enquête ont en effet estimé qu'elle devait être maintenue.

Un autre auteur de cette proposition rappelle que le mot « débauche » a une spécificité propre qui doit être gardée. La proposition qui modifie notamment les articles 379 à 380bis du Code pénal, n'apporte dès lors aucun changement au terme « débauche ».

Un des auteurs de la présente proposition est d'avis que ces précisions confirment la nécessité de supprimer le mot « débauche ».

Un membre considère qu'il y a lieu de maintenir des instruments efficaces dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains.

Cependant, le terme « débauche » est actuellement utilisé à des fins discriminatoires à l'égard des homosexuels. Il échet dès lors de le supprimer du Code pénal.

IV. — VOTE

L'article 1^{er} est rejeté par neuf voix contre trois et une abstention. En conséquence, les articles suivants et la proposition deviennent sans objet.

Le Rapporteur,

S. DE CLERCK

Le Président,

Y. YLIEFF

enige wijziging voorziet. De leden van de onderzoekscommissie waren de mening toegedaan dat die uitdrukking dient te worden behouden.

Een andere indiener van dat voorstel herinnert eraan dat het woord « ontucht » een specifieke betekenis heeft waaraan niet mag worden geraakt. Het voorstel, dat onder meer de artikelen 379 tot 380bis van het Strafwetboek wijzigt, verandert derhalve niets aan het begrip « ontucht ».

Volgens een van de indieners van het onderhavige voorstel bevestigt die uitleg dat het woord « ontucht » moet worden geschrapt.

Een lid meent dat men, als men de mensenhandel doeltreffend wil bestrijden, over afdoende instrumenten moet kunnen beschikken.

Aangezien het woord « ontucht » thans evenwel gebruikt wordt om homoseksuelen te discrimineren, verdient het aanbeveling die term uit het Strafwetboek te schrappen.

IV. — STEMMING

Artikel 1 wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding. Bijgevolg vervallen de andere artikelen, alsmede het gehele voorstel.

De Rapporteur,

S. DE CLERCK

De Voorzitter,

Y. YLIEFF